

Brochure n° 3286

**Convention collective nationale**

IDCC : 1982. – **NÉGOCE ET PRESTATIONS DE SERVICES  
DANS LES DOMAINES MÉDICO-TECHNIQUES**

---

■ *Journal officiel* du 18 juillet 2009

**Arrêté du 10 juillet 2009 portant extension d'un accord conclu dans  
le cadre de la convention collective nationale du négoce et pres-  
tations de services dans les domaines médico-techniques  
(n° 1982)**

NOR : MTST0916103A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 3 mars 1998 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du  
16 juillet 2007, portant extension de la convention collective nationale du  
négoce et prestations de services dans les domaines médico-techniques du  
9 avril 1997 et de textes la modifiant ou la complétant ;

Vu l'accord du 13 novembre 2008 sur les salaires minima conventionnels  
conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 15 mai 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du  
3 juillet 2009,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du  
négoce et prestations de services dans les domaines médico-techniques du

9 avril 1997, tel que modifié par l'accord du 18 octobre 2005, les dispositions de l'accord du 13 novembre 2008 sur les salaires minima conventionnels conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* — Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/7, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.